

## Éthiopie : résistance et répression

Yohannes Woldemariam<sup>1</sup>

**Souvent encensé à l'extérieur, le gouvernement de Meles Zenawi fait preuve en interne d'une régression autoritariste et destructrice: déni des droits des minorités, déséquilibre « calculé » dans la répartition des ressources et de l'aide extérieure, constitutionnalisme de façade, corruption, copinage et répression. Autant de fléaux qui gangrèment l'un des pays les plus pauvres de la planète et étouffent toute forme d'opposition.**

La persistance des revendications subnationalistes et du principe d'ethnicité comme lien organisateur de la vie sociale transparaît dans les nombreux conflits et les mobilisations qui en découlent à travers le monde. Cette permanence tient à l'enracinement historique des discriminations ethniques dans de nombreux États. À cette perspective, s'ajoute la prise de conscience par les groupes dominants et dominés, des inconvénients potentiels d'un rassemblement au sein d'un État multiethnique.

L'Éthiopie compte plus de soixante groupes ethniques fédérés par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF<sup>2</sup>) en neuf entités territoriales (*Kilils*) à base ethnique. L'Éthiopie, d'après le recensement de 2007, est composée de 35 % d'Oromo, 27 % d'Amahara, 6 % de Somali, 6 % de Tigréens, 4 % de Sidama, 3 % de Guragie, 2 % de Weilalta, 2 % de Hadiya, 2 %

---

1. Professeur de sciences politiques à l'Université de Massachusetts-Amherst, collaborateur de *Pambazuka News*.

2. L'EPRDF, au pouvoir depuis 1991, est une fédération réunissant six armées rebelles. Le noyau politique et militaire de l'EPRDF est dominé par le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF).

d'Afar, 2% de Gamo, 1% de Gedeo et d'autres ethnies pour les 10% restants.

### **Histoire, géopolitique et facteur ethnique**

---

En 1974, le dictateur Mengitsu Hailemariam renversait l'empereur Haïlé Sélassié. Il imposa par la suite un régime de terreur et plongea le pays dans d'interminables guerres ethniques. En mai 1991, l'EPRDF renversa à son tour le régime de Mengitsu. L'EPRDF, dirigé par Meles Zenawi, et d'autres groupes moins importants, tel le Front de libération Oromo (OLF), établirent une coalition appelée gouvernement de transition de l'Éthiopie. En 1992, l'OLF se retira du gouvernement pour protester contre les élections truquées organisées par l'EPRDF.

Les dix-sept années de dictature marxiste de Mengitsu et les vingt années de « fédéralisme constitutionnel » n'ont pas eu raison des clivages ethniques. Des critiques ont été formulées envers les politiques de l'État fédéral. La pratique du « diviser pour mieux régner », en matière d'allocation des ressources, contraste avec l'attitude de l'ancien État communiste, qui maintenait un contrôle serré sur les régions au moyen d'antennes locales du parti. L'EPRDF a installé des organisations démocratiques du peuple, versions locales du parti au pouvoir, qui ont évincé les autorités traditionnelles. Avant les élections de 2005, sur les 546 membres du parlement, seuls sept n'appartenaient pas à l'EPRDF.

Certaines sociétés divisées entre factions parviennent à des compromis politiques, dans un cadre constitutionnel. Mais en Éthiopie, les Amahara hégémoniques puis les Tigréens ont exclu les autres ethnies du pouvoir réel en élaborant un constitutionnalisme de façade. Avec les renversements de Sélassié et de Mengitsu, la domination Amhara a été remplacée par celle des Tigréens, leurs rivaux historiques. La crise électorale de 2005 est à attribuer principalement à la compétition entre ces deux groupes pour le bénéfice du pouvoir étatique.

Les principaux leaders considèrent l'État comme un prix à gagner, et ses ressources comme une manne où puiser pour l'accumulation privée et le copinage. Le clientélisme ne suffit toutefois pas à se maintenir au pouvoir. Les « exclus » ont mobilisé leurs co-religionnaires et les groupes ethniques minoritaires dans une opposition croissante et de plus en plus intransigeante. En réaction,

le régime de l'EPRDF s'est reposé sur la répression, les forces de sécurité, le loyalisme ethnique et l'armée.

Des massacres ont été commis dans différentes parties du pays, comme à Ogaden et à Gambella en décembre 2003. Le massacre des Anuaks en particulier a été planifié comme un génocide (McGill, 2003). Le Premier ministre Meles Zenawi avait décrété l'État d'urgence et autorisé les forces spéciales loyales Agaazi, appartenant à son ethnie, à écraser une tentative de sédition.

Le rôle joué par les puissances mondiales a fait pencher la balance en faveur de l'EPRDF. Le consensus, dans le monde académique, veut que l'aide affecte l'équilibre des pouvoirs entre les acteurs en compétition, ce qui a perpétué les inégalités et les différences d'accès au pouvoir. Les calculs géopolitiques qui ont historiquement privilégié les Amhara, puis les Tigréens, par rapport aux autres ethnies ont alimenté les conflits et façonné l'histoire moderne de la région. Le pouvoir disproportionné que les Amhara et, depuis 1991, les Tigréens ont exercé sur les autres groupes ethniques a largement contribué à ce que Charles Tilly a qualifié d'« *inégalité durable* » (Tilly, 1998). L'appartenance à une minorité ethnique excluait le déni de ses droits fonciers, juridiques et politiques.

### **Oppositions et élections**

L'opposition en Éthiopie est double : une lutte armée pour la sécurité des droits des minorités, comme les Oromo au sud et les Somalis au sud-est et une autre, légale, constituée autour de la formation de partis politiques. Le Front national de libération de l'Ogaden (ONLF) a gagné en visibilité auprès de la communauté internationale, après le massacre de neuf Chinois sur un site de prospective pétrolière en avril 2007. Le Front de libération Oromo (OLF) a quant à lui été actif en Éthiopie méridionale. L'EPRDF a d'ailleurs tenu à ce que les États-Unis placent l'OLF et l'ONLF sur la liste des organisations terroristes.

Aux élections de 2005, la Coalition pour l'unité et la démocratie (CDU) et les Forces unies démocratiques d'Éthiopie (UEDF) représentèrent un réel contrepoids à l'EPRDF, toujours au pouvoir. Ce scrutin est considéré comme le plus démocratique que le pays ait connu. L'opposition, organisée pour l'essentiel en fonction des divisions ethniques, y gagna 172 des 544 sièges. La CDU a ainsi remporté tous les sièges sauf un dans le district d'Addis-Abeba. L'EPRDF paniqua et lança une vague de répression contre les

manifestants de l'opposition. Au moins 200 civils furent tués et 30 000 arrêtés. En conséquence, la CDU s'écroula et, en juin 2007, trente-huit personnalités de l'opposition furent condamnées à la peine capitale, verdicts révoqués par la suite sous la pression des pays donateurs.

Cet antécédent a rendu le contexte électoral de mai 2010 particulièrement tendu. Deux ans auparavant, en 2008, le Forum pour un dialogue démocratique – connu en amharique sous le nom de « Medrek » – avait été créé et comptait sur le soutien de huit partis d'opposition, dont l'Unité pour la justice et la démocratie (UDJ) lancée la même année par une juge de 36 ans, Birtukan Midersa, figure charismatique qui avait joué un rôle déterminant dans la CDU. Elle retourna alors en prison pour deux ans et n'a été relâchée que le 6 octobre 2010, quatre mois après la nouvelle victoire « écrasante » (Malone, 2010) du parti au gouvernement, l'EPRDF. En dépit de son incarcération, Mideksa est apparue comme l'opposante la plus crédible face à Zenawi. Oratrice talentueuse, elle est souvent comparée à Aung San Suu Kyi, la dirigeante et activiste des droits de l'homme au Myanmar.

L'EPRDF a accusé l'opposition de collusion avec l'Érythrée<sup>3</sup>. Il a instauré des lois antiterroristes qui ont conféré aux forces de sécurité des pouvoirs étendus pour saper les actions de contestation. Les observateurs internationaux ont émis des critiques sur l'inéquité de la campagne précédant le scrutin. Des incertitudes demeuraient sur le nombre de votants. Officiellement, le Conseil électoral national dénombrait 32 millions de votants, alors que des journaux pro-gouvernement enregistraient 28 millions. L'EPRDF a instrumentalisé l'aide humanitaire pour obtenir des appuis. Elle a refusé à l'opposition toute possibilité de soutien. Ainsi, en janvier 2010, l'Éthiopie a établi une loi interdisant à toute ONG financée par l'étranger pour au moins 10 %, de traiter des questions de droits de l'homme.

Le gouvernement a également augmenté le nombre d'officiels locaux jusqu'à quatre millions. Les villages ont été organisés de telle sorte que les voisins s'espionnent mutuellement. L'accès des paysans aux céréales a été conditionné à leur degré de fidélité au régime. Le dispositif de surveillance est vaste et touche presque chaque foyer. Un climat de peur s'y est installé. Les sanctions se

---

3. L'Érythrée et l'Éthiopie ont mené une guerre frontalière sanglante entre 1998 et 2000. Depuis lors, règne un cessez-le-feu ambigu.

traduisent par la perte d'accès au programme « vivres contre travail » et envoient ainsi un message à toute la communauté.

L'État contrôle internet et les médias. La détention de dizaines de leaders de l'opposition, l'assassinat des dissidents et l'absence de comités de surveillance indépendants lors des élections ont permis à l'EPRDF de remporter ces élections. À la fin du mois de mai 2010, un mandat supplémentaire de cinq années a été confié à Meles Zenawi, avec un score impossible de 99,6 % des voix.

### **Des alliés puissants**

La transformation de l'État de droit en normes édictées par la seule personne de Zenawi a été possible par la combinaison de soutiens internationaux et d'un appareil sécuritaire répressif. Durant les mandats de George W. Bush, l'Éthiopie est devenue un des plus fidèles alliés des États-Unis dans leur croisade contre le terrorisme. L'administration états-unienne était obnubilée par la « stabilité régionale » aux dépens de la liberté des peuples.

Les États-Unis ont approvisionné l'Éthiopie en armes et en cadres militaires pour qu'elle puisse renverser l'Union des tribunaux islamiques en Somalie, un soutien « présumé » d'Al-Qaeda.

À la fin de l'année 2006, les troupes éthiopiennes – formées depuis 2005 à Djibouti par les forces spéciales américaines – ont envahi la Somalie et ouvert un nouveau front dans la croisade antiterroriste états-unienne. Le coût humain de cette expédition : la dépendance à l'aide alimentaire pour 4,6 millions d'Éthiopiens, la déportation intérieure de centaines de milliers de Somaliens et un flux continu de réfugiés dans les pays limitrophes.

L'Éthiopie est un des pays les plus pauvres du monde et apparaît en tête de liste des bénéficiaires de l'aide états-unienne (Lee, 2009). D'un milliard de dollars en 2004, elle est montée à 1,85 milliard en 2008 (Cavendish, 2010). Elle est le deuxième plus important bénéficiaire de l'aide internationale. En 2009, le pays a reçu un total de 3 milliards de dollars de la part de divers donateurs, dont la Banque mondiale, les États-Unis, la Commission européenne, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Canada et le Japon. L'Éthiopie a envoyé des troupes au Darfour et ailleurs pour « pacifier » les lieux, en faisant fi des critiques extérieures (Bakano, 2010). L'Éthiopie accueille également les quartiers généraux de l'Union africaine.

Les États-Unis sont réticents à exercer une pression sur le gouvernement de manière significative. Ils ont empêché l'entrée en

vigueur de la « Décision de démocratie et de reddition des comptes » de 2007 qui visait à consolider les droits de l'homme, la démocratie et les droits économiques en Éthiopie. Cette loi avait été approuvée à la chambre des représentants, mais finalement rejetée par le sénat. Le gouvernement avait embauché DLA Piper, qui recevait 50 000 dollars par mois pour faire du lobbying contre cette loi (States News Service, 2010). Une politique américaine éclairée aurait poussé l'Éthiopie à se démocratiser et à se réconcilier avec l'Érythrée. Les deux pays se sont combattus en 1998-2000 pour des questions frontalières et les relations sont restées hostiles depuis lors, en partie parce que l'Éthiopie a ignoré le règlement international qui avait redéfini la frontière (Tepperman, 2009). L'administration Obama, malgré les discours, poursuit cette politique aveugle en Éthiopie.

Pour souligner l'importance du pays auprès des pouvoirs globaux, Zenawi a été choisi, aux côtés du premier ministre britannique Gordon Brown, pour cogérer un nouveau panel des Nations unies au lendemain du sommet de Copenhague. Celui-ci vise à récolter 100 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie pour aider les pays en voie de développement à atténuer les effets du réchauffement global. D'après Naomi Klein, Zenawi, estimant représenter toute l'Afrique, a dévoilé un plan dans lequel le réchauffement de deux degrés était admis, et où seuls 10 milliards devaient être débloqués pour contrer ce réchauffement.

Ces concessions inacceptables témoignent, selon Klein, d'un comportement de caméléon de la part du chef de l'État : « *Il est difficile de croire que le même homme disait il y a trois mois : nous userons de notre poids démographique pour délégitimer tout accord qui ne respecterait pas nos attentes minimales... Si besoin en est, nous sommes prêts à rompre les négociations qui menaceraient d'être un nouveau viol de notre continent...* » (Klein, 2009).

La Chine a aussi prêté des milliards de dollars à l'Éthiopie et 460 millions uniquement pour construire un barrage controversé sur la rivière Omo. Pour le FMI et l'Occident, l'Éthiopie est une *success story* au niveau de l'aide. Les experts en développement citent l'Éthiopie comme un des deux pays africains à avoir atteint de brillants résultats par rapport aux Objectifs du millénaire. Zenawi a aussi été un des dix-sept conseillers choisis par Tony Blair pour la Commission pour l'Afrique.

Parmi ses admirateurs figure également Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie. Stiglitz déprécie l'opposition en clamant que « *les opposants politiques de Zenawi viennent pour la plupart des groupes longtemps dominants de la capitale qui ont perdu le pouvoir lors de son ascension* » (Stiglitz, 2002). Parmi les zéloteurs du pouvoir éthiopien, on trouve aussi l'ancien ambassadeur britannique en Éthiopie, Miles Wickstead, et le professeur d'Harvard auteur du projet du Millénaire, Jeffrey Sachs. Ces personnalités étrangères sont aveugles à ses méthodes tyranniques.

L'EPRDF se vante des 8 % de croissance économique du pays. Mais ce résultat positif ne tient pas compte de la manipulation des chiffres et de la taille modeste de l'économie. À titre de comparaison, l'Éthiopie exporte pour 1,4 milliard de dollars par an et le Kenya voisin, qui a une population deux fois moins importante que l'Éthiopie, exporte pour cinq milliards de dollars. Les donateurs prétendent que le gouvernement délivre l'aide aux pauvres plus efficacement que beaucoup d'autres pays africains, alors que celle-ci sert également à réprimer brutalement l'opposition.

### **Accaparement des terres par les capitalistes et les pays riches**

---

L'Éthiopie est un des pays les plus pauvres du monde. Plus de 13 millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire. En dépit de cette réalité, le gouvernement est en train de céder près de trois millions d'hectares de terre parmi les plus fertiles aux pays riches, l'Arabie saoudite en tête, et à de riches particuliers, pour répondre aux besoins du secteur de l'agro-exportation, générateur de profits.

La question de la réforme agraire est cruciale en Éthiopie. Les paysans éthiopiens n'ont aucun droit de propriété sur leurs terres. « *Ils n'ont aucune sécurité concernant la jouissance de leurs terres. Ils ne sont autorisés à user de leurs petits lots qu'en faisant montre de fidélité au régime. La quantité moyenne de terres que possède un paysan va d'un demi à un hectare de terrains fragmentés* » (Woldemariam, 2003). La terre est distribuée en fonction des ménages par l'Association paysanne<sup>4</sup>. La politique de terrain à bail du régime contribue à l'aggravation des famines. 85 % de la population vit de la terre.

---

4. C'est la plus petite unité administrative, consistant généralement en un ou quelques villages.

La raison invoquée par le gouvernement pour justifier l'absence de droits de propriété des paysans est que ceux-ci vendraient leurs terres aux riches propriétaires et se mueraient soit en prolétariat rural, soit en migrants urbains. Il y a cependant peu de raisons de croire que les paysans vendraient leurs terres et les quitteraient. En fait, c'est l'inverse qui est vrai : c'est l'absence de propriété qui entraîne l'exode rural. Ce sont les décisions du gouvernement, tel le plan d'installation de cultures de canne à sucre sur 250 000 hectares à Tendaho en déportant 150 000 nomades Afars, qui forcent à la migration.

Zenawi est officiellement uni à ce qu'il appelle la « démocratie révolutionnaire », et à une approche développementiste et interventionniste. Dans les faits, les ressources en Éthiopie sont concentrées et structurées selon des liens ethniques et familiaux. Par exemple, l'institution para-étatique connue sous le nom de Fondation pour la réhabilitation du Tigré (Effort) jouit d'un monopole d'accès au crédit et aux marchés, parce qu'elle appartient aux membres du Front de libération du peuple du Tigré, TPLF (Young, 1997). L'Effort, en tant que bras économique du groupe au pouvoir, maîtrise les leviers de l'aide extérieure et des investissements. Le TPLF a décidé des projets de développement au Tigré qui auraient été plus productifs dans d'autres régions du pays. Cela a été le cas pour le choix du site de stockage d'eau « Teccaze 5 », aujourd'hui inexploité, qui se situe près de Mekele, la capitale de la province du Tigré. Selon John Waterbury (2002), de meilleurs sites existaient. Au total, l'aide allouée au Tigré est huit fois supérieure à la moyenne nationale.

### **Régression vers une dictature personnelle**

---

Avec les élections controversées de 2010, Zenawi est parvenu à consolider sa position en élevant des loyalistes « non tigréens » à des postes élevés. L'appareil de sécurité reste toutefois fermement contrôlé par des Tigréens. Dans les récents remaniements, quelques rivaux potentiels ont été évincés du tout puissant Comité central exécutif. Formé nominalement par le parti, le Comité inclut à présent la femme de Zenawi, Azeb Mesfin. L'Éthiopie de Zenawi est, selon l'historien ougandais Samwiri Karugire, représentative des problèmes rencontrés par l'ensemble de l'Afrique postindépendance : en particulier, de « *l'incroyable corruption et [du] népotisme* ». Ainsi, « *nos décideurs s'entourent de leurs proches avec lesquels ils pillent les ressources nationales* ».



Les aspirations de millions de gens qui ont souffert du joug de ses prédécesseurs reposaient sur les épaules du chef de l'État. Mais sa métamorphose est un exemple de plus de leadership égocentrique et corrompu. « *Avant l'indépendance, le chef de l'État incarnait traditionnellement l'aspiration des peuples à l'indépendance, les libertés politiques et la dignité nationale. Mais aussitôt que l'indépendance a été déclarée, loin d'incarner concrètement les besoins des peuples, le chef révèle sa vraie nature : devenir le président général de cette compagnie de profiteurs avides de retombées personnelles que constitue la bourgeoisie nationale* » (Fanon, 1961).

Traduction de l'anglais : Quentin de Ghellinck

#### Bibliographie

- Bakano O. (2010), *Troop contributions for UN peacekeeping missions are helping African nations build a buffer against criticism over democratic and human rights failings*, AFP, September.
- Cavendish C. (2010), « Ethiopia: an aid success story or a tyranny? Our money is eradicating poverty. But it may also be used to prop up a repressive regime », *Timesonline*, March.
- Fanon F. (1961), *The Wretched of the Earth*, New York, Grove Weidenfeld, 1963.
- Heinlein P. (2010), « Analysts say Zenawi consolidates power in government re-organization », *VOA*, September.
- Klein N. (2009), « The Courage to Say No », *The Nation*.
- Lee N. C. (2009), « Co-Opting Ethiopia in the War on Terror », *Wave West*, vol. 92, n° 2, January.
- Malone B. (2010), « Popular Ethiopian opposition leader released », Reuters, October.
- McGill D. (2004), « Ethiopian Genocide; Military massacres Anuak », *In These Times*, February.
- States News Service (2010), *Exiled Ethiopian journalist decries "outrageously ludicrous" elections*, June.
- Stiglitz J. E. (2002), *Globalization and its discontents*, New-York, W.W. Norton & Company.
- Tepperman J. & Mclure J. (2009), « With a Friend Like this; Ethiopia was supposed to help America in the war on terror. But it's only made matters worse », *Newsweek*, April.
- Tilly C. (1998), *Durable Inequality*, Berkeley, University of California Press.
- Waterbury J. (2002), *The Nile Basin: National Determinants of Collective Action*, New Haven and London, Yale University Press.
- Woldemariam M. (2003), « The Socio-Economic Origin of Famine », *Africa News Service*, April 26.
- Young J. (1997), « Development and Change in Post-Revolutionary Tigray », *Journal of Modern African Studies*, Cambridge University Press.

